

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 MONTPELLIER Cedex 02

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N° 2013-I-055

**OBJET : Installations Classées pour la protection de l'environnement**

**Société SEA-INVEST à SETE**

**Mise en demeure relative à la mise en conformité de hangars et auvents de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium**

**Le Secrétaire Général chargé de  
l'administration de l'Etat dans le Département**

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°92-I-3904 du 14 janvier 1992 autorisant la société SOGEMA à procéder à l'exploitation d'un atelier de conditionnement d'engrais minéraux, avec unités d'entreposage d'engrais minéraux, de produits agro-alimentaires et de produits minéraux, sur la commune de SETE, zone industrielle portuaire, quai Minéralier, darse n° 2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-1-2632 du 07 novembre 2006 réactualisant les prescriptions techniques applicables aux unités d'entreposage d'engrais minéraux, de produits agroalimentaires et de produits minéraux et son atelier de conditionnement d'engrais minéraux, exploités par la Société SOGEMA et situés sur le territoire de la commune de Sète ;

**Vu** l'accusé de réception n° 10-048 du 15 avril 2010 prenant acte du changement d'exploitant des installations de la société SOGEMA au profit de la société SEA-INVEST ;

**Vu** l'inspection effectuée le 10 octobre 2012 par l'inspection des installations classées et le rapport correspondant en date du 21 décembre 2012 ;

**Vu** le courrier en date du 15 novembre 2012 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le courrier en date du 27 novembre 2012 de la société SEA-INVEST concernant la visite d'inspection du 10 octobre 2012 ;

**Vu** le courrier en date du 15 octobre 2012 de la société SEA-INVEST concernant la visite d'inspection du 10 octobre 2012 ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 10 octobre 2012, il a été effectué les constats suivants :

- ▲ des produits relevant de la rubrique 1331-II sont présents au sein du hangar H5, alors que le sol de

- la case est encore en bitume ;
- ▲ au sein du hangar H7, quelques sacs d'engrais classés en 1331-III sont présents alors que ce bâtiment n'est pas équipé de dispositif d'évacuation naturelle des fumées.

**Considérant** que ceci ne répond pas aux dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé :

- ▲ article 7.7.2 (sol des installations) ;
- ▲ article 9 (évacuation des fumées).

**Considérant** que suite à l'inspection du 19 octobre 2012, SEA-INVEST s'est engagé à ne plus stocker d'engrais relevant de la rubrique n° 1331-II au sein du hangar H5 et d'engrais relevant de la rubrique n° 1331 au sein du hangar H7 et sous les différents auvents, sans s'être au préalable conformé aux prescriptions des articles 7.7.2. et 9 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 précité ;

**Considérant** néanmoins que les délais proposés par SEA-INVEST pour la mise en conformité du hangar H5 apparaissent tardifs s'agissant de travaux ayant trait à la sécurité des installations, et en particulier visant à prévenir la survenue d'une détonation d'engrais sur le site ;

**Considérant** de plus que lors du contrôle effectué par l'inspection des installations classées, le 10 octobre 2012, l'échéance fixée par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2012 était dépassée de près de 6 mois ;

**Considérant** enfin que l'inspection des installations classées a attiré l'attention de SEA-INVEST, dès octobre 2010, sur la nécessité de mettre en conformité ses installations vis-à-vis des dispositions des articles 7.7.2 et 9 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 selon les échéances prévues par cet arrêté ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société SEA-INVEST, dont le siège social est situé Z.I Portuaire - CS 10068 - 34201 SETE Cedex, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au sein de la zone Portuaire de Sète, de se conformer aux dispositions suivantes, dans les délais précisés ci-dessous :

#### **1) Hangar H5**

- article 7.7.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010

Les sols des cases des hangars H5 stockant des engrais relevant de la rubrique n° 1331-II respectent les prescriptions suivantes de l'article 7.7.2 :

*« Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage.*

*(...)*

*Lorsque le sol des stockages existants est refait, il présente un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination et il est interdit d'utiliser un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume. »*

**Délai : 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **2) Hangar H7 et auvents**

- article 9 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010

Le hangar H7 et les auvents respectent les prescriptions de l'article 9.

**Délai : 8 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application

des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 3 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 4 : Contentieux**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement.

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### **Article 5 : Informations des tiers**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de SETE et pourra y être consultée.
- Une copie de cet arrêté sera affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie.
- Ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

### **Article 6 : Exécution**

Le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'Etat dans le Département de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc-Roussillon, le Maire de SETE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la société SEA-INVEST.

Montpellier, le 8 JAN. 2013

**Le Secrétaire Général chargé de  
l'administration de l'Etat dans le Département**

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'A' followed by a long horizontal stroke.

**Alain ROUSSEAU**

